

Ouvrir la Zone C aux Palestiniens pour redresser l'économie et assurer une croissance durable

JÉRUSALEM, 8 octobre 2013 – Plus de la moitié des terres de Cisjordanie, dont une bonne partie est riche en ressources et arable, sont hors d'accès pour les Palestiniens. La Banque mondiale publie aujourd'hui la toute première étude approfondie de l'impact potentiel de cette « zone réglementée » dont le manque à gagner s'évalue actuellement à environ 3,4 milliards de dollars pour l'économie palestinienne.

La zone C représente 61 % de la superficie de la Cisjordanie. C'est la seule zone contigüe reliant 227 localités de plus petite taille, mais densément habitées. Les Accords de paix d'Oslo de 1993 stipulaient que la Zone C serait progressivement transférée à l'Autorité palestinienne d'ici 1998. Ce transfert n'a jamais eu lieu.

Selon **Mariam Sherman, Directrice des opérations pour la Cisjordanie et Gaza en fin de mission**, « *les zones urbaines densément peuplées de Cisjordanie exigent généralement la plus grande attention* ». « *Mais en libérant le potentiel de cette "zone réglementée" — dont l'accès est actuellement limité par différents niveaux de restrictions — et en autorisant les Palestiniens à mettre en valeur les ressources qu'elle renferme, de toutes nouvelles perspectives économiques s'ouvriraient qui mettraient la Palestine sur la voie d'une croissance durable.* »

Sachant qu'il faut approximativement un taux de croissance de 6 % par an pour absorber les nouveaux arrivants sur le marché de l'emploi et, à fortiori, diminuer le taux galopant du chômage des jeunes, des mesures doivent être prises d'urgence pour développer l'économie et créer des emplois. Une économie dynamique est essentielle pour assurer le bien-être des populations, la stabilité sociale et la confiance nécessaire pour soutenir les difficiles négociations politiques.

Pourtant, l'économie palestinienne n'est pas viable, elle qui finance actuellement sa consommation avec l'aide de bailleurs de fonds, et se ressent de l'inertie du secteur privé. Le rapport estime que si les entreprises et les exploitations agricoles étaient autorisées à s'installer dans la Zone C, le PIB palestinien gagnerait jusqu'à 35 points de pourcentage.

La libération de l'activité économique dans cette zone aurait un impact particulièrement important sur le développement des entreprises agricoles, l'exploitation des minerais dans la Mer morte, les mines de pierres et les carrières, la construction, le tourisme et les télécommunications. D'autres secteurs bénéficieraient de l'amélioration de la qualité et du coût des infrastructures et de l'accroissement de la demande des biens et services.

Le dynamisme de l'activité économique contribuerait grandement à assainir la situation budgétaire de l'Autorité palestinienne. Selon les estimations, les recettes publiques augmenteraient de 800 millions de dollars, ce qui diminuerait de moitié le déficit budgétaire, réduisant ainsi le recours à l'aide des bailleurs, le chômage et les niveaux de pauvreté.

« *L'accès à la Zone C contribuerait grandement à résoudre les problèmes économiques des Palestiniens* », dit **Mariam Sherman**. « *Autrement, les perspectives sont sombres. Si les Palestiniens ne sont pas autorisés à exploiter le potentiel qu'offre cette zone, leur espace économique restera fragmenté et limité. La levée de nombreuses restrictions pourrait transformer l'économie palestinienne et améliorer substantiellement les perspectives d'une croissance soutenue* ».